

Unité inter-départementale Gard-Lozère
DREAL UiD Gard-Lozère
Cellule Eolien
4 avenue de la Gare/ BP132
48000 Mende

Mende, le 09/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDF EN France Les Taillades

Centre d'Affaires Wilson
Quai Ouest 35 Bd. de Verdun
34500 Béziers

Références : 2025-07-
Code AIOT : 0006605568

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2025 dans l'établissement EDF EN France Les Taillades implanté CHASSERADES, LA BASTIDE PUYLAURENT 48250 La Bastide-Puylaurent. L'inspection a été annoncée le 15/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF EN France Les Taillades
- CHASSERADES, LA BASTIDE PUYLAURENT 48250 La Bastide-Puylaurent
- Code AIOT : 0006605568
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc "Les Taillades" est autorisé par l'arrêté préfectoral n°2015079-0011 du 20 mars 2015. Le parc est constitué de 9 éoliennes, et a été mis en service en 2019.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Contrôle risque foudre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 20/03/2015, article 8.2	Sans objet
2	Suivi environnemental (APC RIET)	Arrêté Préfectoral du 18/10/2022, article 5	Sans objet
3	Dispositif de détection et d'effarouchement	Arrêté Préfectoral du 20/03/2015, article 8.4	Sans objet
4	Bridage chiroptères	Arrêté Préfectoral du 18/10/2022, article 3	Sans objet
5	En cas de défaillance du bridage chiroptère	Arrêté Préfectoral du 18/10/2022, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection avait pour objectif de continuer le contrôle sur l'application des mesures de réduction d'impact de l'éolien terrestre (RIET). Le parc a été mis en service en 2019, et il a fait l'objet de trois suivis environnementaux post-implantation (2020, 2021, 2022). En 2022, le site a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire RIET, et il a réalisé un suivi environnemental complémentaire sur l'année 2023.

La visite d'inspection permet de faire un point sur ces suivis, de conclure que le site ne nécessite pas de mesures complémentaires, et qu'ainsi, le prochain suivi doit être réalisé sur le 10^e année de service, soit en 2029.

Au vue des conditions météorologiques, l'inspection a contrôlé également la thématique foudre. Cependant, l'exploitant n'a pas justifié de la mesure de continuité électrique qui doit être réalisée tous les deux ans.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2015, article 8.2				
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité				
Prescription contrôlée : Afin d'évaluer les effets du projet sur les oiseaux et les chauves-souris, l'exploitant met en place les études suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - un suivi de l'avifaune nicheuse, - un suivi de l'avifaune migratrice préetpost-nuptiale, - un suivi de l'avifaune hivernante, - un suivi de l'activité locale et du transit migratoire des chiroptères/.../ À l'issue des trois premières années suivies, les résultats sont transmis à l'inspecteur des installations classées. La fréquence de suivi ultérieure est définie en fonction des résultats obtenus au cours des 3 premières années d'exploitation.				
Constats : Le parc a fait l'objet de trois suivis post-implantation sur les années de 2020, 2021 et 2022. L'exploitant a réalisé un suivi en 2023 conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire RIET du 18 octobre 2022. La synthèse des mortalités est la suivante :				
	2020	2021	2022	2023
Mortalité avifaune	Alouette des champs (13/03/2020-E1) Geai des chênes (03/09/2020 - E2) Pipit des arbres (22/09/2020-E5)	Buse variable (01/06/2021 - E7)	Hirondelle de fenêtre (30/08/2022 - E1) Hirondelle de fenêtre (23/09/2022 - E9)	Alouette lulu (20/03/2023 - E1) 2 « Grimpereau des bois » (22/03/2023 - E3, 06/04/2023 - E3) 3 « Hirondelle de fenêtre » (23/08/2023 - E1, 23/08/2023 - E1, 10/09/2023 - E5) 2 « Grive musicienne » (09/11/2023 - E5, 12/11/2023 - E8)
Mortalité chiroptère	Vespère de Savi (14/08/2020 - E1)	Pipistrelle de Kuhl (17/08/2021)	-	-

		- E2) Pipistrelle c o m m u n e (07/09/2021 - E2)		
--	--	------------------------------------------------------------	--	--

L'exploitant a indiqué que les suivis post-implantation (2020, 2021, et 2022) ne conclut pas sur une adaptation de la fréquence de suivi, ainsi, le prochain suivi est prévu pour la dixième année d'exploitation, soit sur l'année 2029.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi environnemental (APC RIET)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2022, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité

Prescription contrôlée :

Un suivi environnemental est réalisé dans la première année de mise ne œuvre du plan de bridage.

Ce suivi environnemental est réalisé selon les modalités définies dans le protocole national visé à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018 ou version ultérieure).

Ce suivi environnemental est communiqué à l'inspection de la DREAL au plus tard dans les 6 mois qui suivent sa finalisation.

Dans le cas où le suivi environnemental conduirait l'exploitant à envisager des modifications du plan de bridage, l'envoi du suivi environnemental à l'inspecteur de la DREAL est complété par un porter à connaissance transmis au préfet.

Constats :

Le suivi de 2023 ne constate aucune mortalité de chiroptères. Lors de la visite, l'exploitant indique qu'il n'envisage pas une modification d'allègement du bridage. Concernant l'avifaune, le suivi de 2023 constate 8 mortalités d'avifaune. Les espèces concernées sont uniquement des passereaux. L'exploitant indique que le SDA ne détecte pas les petits gabarits, et qu'il ne dispose pas de mesures supplémentaires à mettre en œuvre pour atténuer l'impact sur les passereaux. La conclusion du suivi environnemental de 2023 est que l'impact quantitatif varie entre « Faible à Modéré », et que pour les espèces des mortalités constatées (Alouette lulu et Hirondelle de fenêtre), l'impact varie entre « Très Faible » à « Faible à Modéré ».

Ainsi, le prochain suivi environnemental est prévu pour la dixième année d'exploitation, soit sur l'année 2029.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositif de détection et d'effarouchement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2015, article 8.4
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à éviter toute collision conduisant à une mortalité d'espèces protégées et menacées.</p> <p>Un système de détection d'oiseau (vision artificielle, radar ou autre technique disponible) adapté aux différents types de vols en fonction des espèces et d'effarouchement sonore, est mis en place de façon à couvrir chaque éolienne du parc. Ce dispositif doit permettre l'arrêt automatique des éoliennes en cas d'approche d'oiseau en vol dans la zone à risque de collision.</p> <p>Toutes les données de ce dispositif (réglages des modules, analyse des images, déclenchement de l'effarouchement sonore, arrêt, maintenance, dysfonctionnement ...) doivent être reportées à un poste de contrôle permettant le suivi et la sauvegarde de ces informations.</p> <p>Une procédure définissant les modalités précises de fonctionnement, d'actions (effarouchement, réduction de la vitesse, arrêt des machines ...) et de maintenance devra être transmise à l'inspecteur des installations classées dès la mise en place du dispositif.</p> <p>Des bilans des analyses effectuées à partir des données du dispositif de détection et d'effarouchement sont réalisés dans un délai d'un an après la mise en service du dispositif puis chaque année pendant les trois premières années d'exploitation. Ces bilans qui doivent notamment analyser les données vidéo réalisées, avec une identification des espèces détectées, sont transmis à l'inspecteur des installations classées.</p> <p>A titre indicatif un appui scientifique peut s'avérer nécessaire pour l'analyse des données afin de pouvoir analyser les biais des méthodes et les réduire, en tirer d'éventuelles corrections et des résultats statistiquement fiables.</p> <p>Ce dispositif pourra être complété par arrêté complémentaire au regard des bilans de son fonctionnement et des analyses des suivis environnementaux définis par les articles 8.2 et 8.3.</p> <p>Sauf disposition contraire dans un arrêté complémentaire, ce dispositif devra être reconduit pendant toute la durée d'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose des rapports d'exploitation réalisés par SAFEWIND. Les rapports annuels de SAFEWIND analysent les 9 éoliennes du parc. L'analyse est constituée d'un recensement des anomalies par éolienne, une analyse des intrusions avec une répartition temporelle (par intrusion, par durée d'effarouchements acoustiques et par signaux d'arrêts machine) et une répartition par espèces (par intrusion, par durée d'effarouchements acoustiques et par signaux d'arrêts machine), et une analyse des faux positifs avec une répartition temporelle (par intrusion, par durée d'effarouchements acoustiques et par signaux d'arrêts machine) et une répartition par espèces (par intrusion, par durée d'effarouchements acoustiques et par signaux d'arrêts machine). Ces analyses sont réalisées sur une période. Lors de la visite, l'exploitant a mis à disposition les rapports pour les années 2020, 2021, 2022, 2023, 2024 et pour la période de 01 janvier 2025 au 02 juin 2025 (soit 3 jours avant la visite d'inspection). L'exploitant dispose également d'un registre de</p>

l'ensemble des défaillances du SDA. Le registre recense principalement « Perte de connexion », l'exploitant indique que la perte de connexion est due à l'emplacement, mais que le dispositif reste actif durant la perte de connexion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bridage chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de bridage qui consiste à arrêter la rotation des pales (mise en drapeau) de toutes les éoliennes du parc selon certains paramètres est mis en œuvre. Lorsque les éoliennes sont à l'arrêt (mises en drapeau), la nacelle comme les pales sont mises dans une position qui les maintiennent l'arrêt dans toutes les conditions de vent.</p> <p>Le plan de bridage est déterminé par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une ou plusieurs périodes, - pour chaque période une température et une vitesse de vent (mesurée à hauteur de nacelle) <p>Pour chaque période 30 min avant le coucher et 30 min avant le lever du soleil, les éoliennes sont mises à l'arrêt lorsque la température est supérieure ou égale à la température définie pour la plage et la vitesse du vent est inférieure ou égale à la vitesse définie pour la plage.</p> <p>Le plan de bridage s'étend sur une seule période du 15 mars au 15 novembre, entre 30 min avant le coucher et 30 min avant le lever du soleil, avec pour cette période une température supérieure à 8°C et vitesse de vent de 6 m/s maximum.</p> <p>Le plan de bridage est opérationnel sous 2 mois à compter la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a mis à disposition les paramètres du SCADA avec le plan de bridage pour les chiroptères. Le suivi de 2023 dispose d'une synthèse de la mise en œuvre du plan de bridage, avec l'évolution de la courbe du soleil et les états de fonctionnement. Sur l'année de 2023, l'éolienne E3 a été correctement éteinte ou s'est arrêtée dans 73,1 % des cas. L'exploitant a indiqué que lors du non-respect du plan de bridage, le logiciel de traitement crée une alerte et informe le responsable du parc. Les capteurs (vent et température) sont entretenus par ENERCON. L'exploitant a indiqué que plusieurs outils sont en cours de développement pour optimiser la réactivité et la pertinence de la maintenance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : En cas de défaillance du bridage chiroptère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2022, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
Prescription contrôlée :

<p>La défaillance du bridage chiroptère est définie comme le non-respect du plan de bridage pour des raisons techniques sur tout ou partie des éoliennes du parc.</p> <p>L'exploitant informe l'inspecteur de la DREAL dès qu'il a connaissance d'une défaillance du bridage. L'exploitant dispose de 15 jours à compter de la défaillance pour apporter une solution technique. Au-delà de ce délai, les éoliennes concernées par la défaillance sont mises à l'arrêt tant que le dispositif de bridage n'est pas rétabli.</p> <p>Les défaillances du plan de bridage sont notifiées dans un registre de défaillance et de maintenance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que lors du non-respect du plan de bridage, le logiciel de traitement crée une alerte et informe le responsable du parc. Les capteurs (vent et température) sont entretenus par ENERCON. En cas de défaillance technique, SAFWind intervient sur les cameras du SDA et Enercon intervention sur les capteurs des machines (température/vent). L'exploitant indique qu'ENERCON transmet un registre de maintenance des machines avec toutes les interventions (correctives/préventives). Le registre dématérialisé est accessible à tout moment. Suite à la visite, l'exploitant a transmis ce registre de maintenance. Le registre date de juin 2024 et fait mention de l'ensemble des points de contrôle effectués et non-réalisés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Contrôle risque foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme « NF EN » IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement « ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet » permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent « au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation » atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. « Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un rapport de maintenance réalisé par ENERCON datant du 20 juin 2024. Ce rapport mentionne qu'il y a eu un contrôle du système de mise à la terre. Cependant, ce contrôle ne mentionne pas si il s'agit d'un contrôle visuel, ou d'un contrôle avec mesure de la continuité électrique.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de réaliser un contrôle de mesure de continuité électrique et de modifier son registre de maintenance avec le rajout de la mention de contrôle visuel, ou contrôle avec mesure de continuité électrique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois